

## **Blue Charity Business, suite 2**

### **PEW Charitable Trust : comment les verts américains imposent leur conception du bleu.**

En découvrant notre rapport « Blue Charity Business » de nombreux lecteurs, sans doute peu attentifs, nous ont accusé de propager une théorie du complot. Pour nous, il ne s'agit pas de cela, mais d'une stratégie extrêmement coordonnée et planifiée, mobilisant une multitude d'acteurs avec des moyens financiers considérables, en vue d'obtenir des résultats précis. Une véritable stratégie d'entreprise, totalement assumée et revendiquée par ses promoteurs et absolument transparente pour qui sait s'informer, nous sommes loin du complot. Les acteurs mobilisés ne sont d'ailleurs pas tous sur la même ligne comme de braves soldats. Il y a des débats très durs entre scientifiques, entre ONGE, mais ils reçoivent des financements s'ils sont utiles à la réalisation des objectifs programmés par les planificateurs et les stratèges. Dans cette fonction de stratège, la fondation Pew a joué, et joue encore, un rôle majeur, même si elle loin d'être la seule. Au début des années 1990, elle a décidé de mobiliser une bonne partie de ses moyens financiers considérables pour défendre les océans, en s'attaquant surtout à la pêche, à un moment où les signes d'une crise grave étaient évidents avec la fermeture de la pêche à la morue. Ce faisant, elle a dynamisé un mouvement né au sein des organisations conservacionnistes américaines.

#### **La naissance du mouvement de défense des ressources marines**

La naissance de ce mouvement s'inscrit bien sûr dans la prise de conscience d'une profonde dégradation des ressources dans les années 1970 et surtout au début des années 1990. Les premiers à se mobiliser ont été les pêcheurs amateurs qui s'inquiétaient de la disparition des grosses prises comme l'espadon, le thon rouge, les marlins ou les bars américains. Certains créent la National Coalition For Marine Conservation en 1978<sup>1</sup>. En 1984, ils obtiennent une première victoire significative avec l'adoption de l'Atlantic Striped Bass Conservation Act. Ce texte constitue une référence car il crée l'obligation pour les instances gestionnaires des pêches de restaurer les stocks. En cas d'échec, les associations peuvent porter plainte devant les tribunaux. A la même époque, en 1975, est créée Greenpeace qui se mobilise pour la protection des baleines et des dauphins et obtient un moratoire. En 1980, une organisation lance un programme pour la protection des tortues, menacées par les pêches de crevettes au

---

<sup>1</sup> Denis Devine, *How Greens Went Blue*, 2003, publié sur le site de Denis Devine, avec un financement de la Blue Ocean Foundation, présidée par Carl Safina.

chalut<sup>2</sup>. Les années 1980 sont marquées par un élargissement et un durcissement de l'action des ONGE avec le boycott des thons pêchés avec des dauphins et une première plainte de EDF (Environment Defense Fund) pour non respect de l'utilisation des systèmes d'exclusion des tortues dans les chaluts à crevettes (TED), en 1986.

Dans les années 1990, le mouvement se structure sous l'impulsion notamment de deux personnalités du mouvement conservacionniste, Carl Safina et Joshua Reichert. Carl Safina mène une campagne pour la protection du thon rouge en demandant son inscription sur les listes de la CITES. Il attaque aussi les gestionnaires des pêches en justice tandis que des membres des ONGE s'investissent dans le conseil de gestion des pêches de Nouvelle-Angleterre, où les stocks se sont effondrés. Les ONGE commencent à demander l'application de l'aspect « conservation » du Magnuson Act. L'ONG Ocean Conservancy est créée, une petite fondation Munson pousse d'autres fondations à financer le mouvement au sein de EGA (Environment Grantmakers Association) où se retrouvent les fondations intéressées par l'environnement. C'est Josh Reichert, recruté par PEW, qui permet la mobilisation de fonds considérables dans le cadre d'une stratégie où se reconnaissent d'autres puissantes fondations, comme Rockefeller, Packard, Surdna, puis Moore et la famille Walton, propriétaire du géant Walmart<sup>3</sup>. J Reichert réussit à mobiliser ces fonds en créant des synergies entre ces fondations.

### **PEW : des valeurs profondément conservatrices.**

A l'origine, la Fondation PEW (PEW Charitable Trust) est profondément conservatrice, durement opposée au parti démocrate, et soutient des organisations ultra conservatrices<sup>4</sup>. Elle bénéficie de donations de puissantes compagnies gazières et pétrolières, Sunoco et Oryx Energy. C'est encore largement le cas aujourd'hui et les descendants des fondateurs continuent de jouer un rôle important dans la fondation. Ceci peut paraître étonnant à nos yeux d'Européens, mais il est très courant qu'une fondation mène un combat sur des objectifs qui contrecarrent les investissements des donateurs, du moins à première vue. A la fin des années 80, et dans les années 1990, la fondation, sans rompre totalement avec son passé, et encore moins avec ses sources de financements, s'engage plus clairement auprès du parti démocrate et devient l'un des plus grands financeurs du mouvement environnementaliste (250

---

<sup>2</sup> Alain LE SANN, In *la Lettre de Solagral, Chères crevettes*, dénonce le gâchis de rejets, dans les pêches crevettières tropicales, Novembre 1984.

<sup>3</sup> Sylvain CYPEL, *Triste Noël Walmart*, in *Le Monde* du 3 janvier 2013, illustre les pratiques sociales de cette entreprise géante ; elle est pourtant courtisée par de nombreuses ONGE pour son soutien au Marine Stewardship Council.

<sup>4</sup> Jeffrey ST CLAIR, *Shaky Foundations : Toxic Sources, Tainted Money*. in *Counterpunch*, 4-6 juin 2010.

millions \$ par an, à la fin des années 1990). En réalité, la fondation Pew revendique malgré tout la fidélité aux idéaux de ses fondateurs<sup>5</sup>. En effet, ces derniers étaient de farouches défenseurs de la libre entreprise et du libéralisme, contre les monopoles et contre l'Etat. La Fondation continue de promouvoir ce modèle en particulier dans la pêche où elle défend la généralisation des « Catch Shares », les QIT à l'Américaine. Elle applique aussi les principes de la gestion d'entreprise dans ses engagements et ses financements. On est loin de la promotion de la démocratie associative. Pour Mark Dowie, il s'agit même d'une philantocratie dont le pouvoir est uniquement fondé sur l'argent.<sup>6</sup> D'ailleurs, selon Jeffrey St Clair, l'une des conditions pour recevoir des fonds de Pew est de centrer son action sur le gouvernement, les grandes sociétés ne doivent pas être la cible<sup>7</sup>. La puissance de financement de Pew est telle que les associations environnementales indépendantes finissent par être marginalisées.

La seconde valeur défendue par Pew est celle de la « Wilderness », la nature vierge de toute présence humaine, qui représente l'idéal de la nature à promouvoir, sur terre comme sur mer. La fondation fait figurer parmi ses critères de réussite l'augmentation des surfaces mises en réserves intégrales. Or, l'on sait que, bien souvent, ces mises en réserves intégrales, servent d'alibi pour poursuivre l'exploitation irraisonnée des ressources sur les territoires non inclus dans ces réserves. Plusieurs auteurs ont noté des stratégies de ce genre dans la pratique de Pew contre la déforestation. Il y a sans doute des pratiques de ce type dans la mise en place des réserves marines. Dans le cas de la réserve des Chagos, promue par Pew, il y a une curieuse conjonction d'intérêts avec le maintien des bases américaines de Diego Garcia, sans aucune considération pour les droits des autochtones expulsés de leurs îles ancestrales. En effet, cette priorité accordée à la « wilderness » dans les valeurs aboutit à mettre au second plan les objectifs sociaux des ONGE, quand elles en ont<sup>8</sup>. Il est trop simpliste d'affirmer qu'il faut en priorité défendre l'environnement pour sauver les générations futures, si pour cela on sacrifie les besoins vitaux immédiats et les droits des indigènes et des pêcheurs. Cette négation des droits des pêcheurs et des communautés déplacées, pour la création des parcs et réserves, est clairement revendiquée par les fondations comme Pew, les scientifiques, les ONGE et l'Etat américain. Pour eux, les pêcheurs n'ont pas de droits, ni d'usage, ni de propriété. L'Etat est le propriétaire des ressources et des territoires qu'ils exploitent, souvent depuis des siècles ; ils ont donc seulement des privilèges qui leur sont octroyés

---

<sup>5</sup> *Sustaining The Legacy, a History of the Pew Charitable Truts*, 2001, 47 p.

<sup>6</sup> Mark Dowie, *American Foundations, An Investigative History*, éd. The MIT Press, Cambridge (USA), 2001, 320 p.

<sup>7</sup> op cit, *Skaky foundations*.

<sup>8</sup> Mark DOWIE, *Conservation Refugees : the Hundred Year Conflict between Global Conservation and Native Peoples*, ed The MIT Press, 2009, 350 p

temporairement et sous conditions, écologiques et/ou financières. S'ils ne paient pas de droits d'accès, ils sont considérés comme des voleurs d'un bien public. En France, le chercheur Philippe Cury souhaite qu'un tel concept soit adopté comme fondement de la gestion des pêches. Cette conception nie la notion de bien commun qui fonde les droits et responsabilités collectives. Elle utilise en fait la notion de bien public pour justifier la dépossession des pêcheurs, la privatisation de leurs ressources, leur mise sous tutelle par des « privilèges d'accès » et sous la pression des marchés ou des acteurs extérieurs (scientifiques, ONGE, fonctionnaires). Tous ces gens sont censés être les garants de la bonne gestion du bien public alors que les pêcheurs en sont, a priori et par nature, incapables car ils sont responsables de la « Tragédie des communs ». Pourtant Elinor Ostrom a montré « que ni l'Etat, ni le marché ne réussissent uniformément à permettre aux individus une utilisation productive à long terme des systèmes des ressources naturelles »<sup>9</sup>. Elle conteste vigoureusement, en s'appuyant sur des exemples, tant la gestion centralisée que la gestion par les marchés. Ces deux approches combinées sont exactement ce que prônent les fondations américaines, la majorité des scientifiques ainsi que les ONGE. Malgré toute l'autorité que lui a donnée son prix Nobel en 2008, la voix d'Elinor Ostrom est restée inaudible dans le débat sur la gestion des pêches. Elle n'avait pas derrière elle toute la puissance des réseaux des fondations. Ce qu'elle dénonce comme une illusion pour la gestion de ressources commune s'est mis en place aux Etats Unis et s'installe progressivement en Europe avec la réforme de la PCP. Les mêmes forces qu'aux Etats-Unis sont à l'oeuvre en Europe, inspirées, financées et même pilotées par les fondations américaines comme PEW. Comme un rouleau compresseur, elles écrasent toute pensée divergente.

Cette critique des valeurs promues par Pew dans son programme de défense des océans ne met pas en cause l'ensemble des engagements de la Fondation, mais, comme Mark Dowie, on doit s'interroger sur les dérives qu'impliquent les sources de financement, les méthodes et l'ampleur des financements.

### **Des objectifs politiques programmés : la conservation plutôt que la pêche.**

La particularité de la fondation Pew c'est sa volonté de s'engager directement dans la poursuite des objectifs qu'elle a définis. Les autres fondations restent plutôt en retrait, se contentant de financer les autres acteurs qui correspondent à leurs valeurs (scientifiques, médias, ONGE, agences de communication, etc.) C'est en 1991 que Pew commence à élaborer son programme marin sous la direction de Josh Reichert et de ses associés. Ils décident d'y consacrer des fonds considérables en mobilisant également d'autres fondations. Des objectifs précis sont définis en fonction des échéances politiques concernant la pêche,

---

<sup>9</sup> Elinor OSTROM, *Gouvernance des Biens Communs, pour une Nouvelle Approche des Ressources Naturelles*, éd de Boeck, Bruxelles, 2010, 300p

c'est-à-dire le renouvellement du Magnuson Act et l'élaboration d'une nouvelle politique maritime. Pew regroupe des scientifiques au sein du « Marine Fish Conservation Network » pour préparer une campagne de pression. La décision est prise de se concentrer sur trois sujets : la surpêche, les rejets et la protection des habitats. L'adoption en 1996 du Sustainable Fisheries Act vient couronner cette campagne car il établit l'obligation pour les gestionnaires de pêches de restaurer les stocks dégradés, avec un calendrier et des délais à respecter. Sur cette base, des actions en justice pourront être menées afin de faire respecter ces obligations. De telles prétentions sont sans doute parfois risquées, car le milieu naturel ne réagit pas toujours comme le voudraient les néo-spécialistes de la pêche. Mais cette victoire n'est qu'une étape. En 1998, la campagne définit de nouveaux objectifs : désormais, clairement la conservation est la priorité absolue. Toute décision concernant la pêche doit s'inscrire dans cette approche ; cette option sera formalisée dans le rapport de la Pew Ocean commission en 2003.<sup>10</sup>

### **Le rouleau compresseur des campagnes de lobbying**

Pew est passée maître dans l'art de maîtriser les campagnes de lobbying auprès des autorités publiques. Les objectifs sont choisis en fonction de la possibilité d'atteindre des résultats quand les problèmes sont mûrs, c'est-à-dire, déjà médiatisés et perçus par le public et les élus. C'est bien le cas de la pêche dans les années 1990 avec la fermeture de la pêche à la morue. La Fondation Pew va pour cela créer de multiples outils qui vont permettre de maîtriser totalement la médiatisation du problème à traiter. Pew finance des chercheurs par la dotation de Pew Fellows. Les médias et internet sont alimentés par le site Seaweb, les juristes sont mobilisés dans « l'Ocean Law Project ». La plus grosse machine créée est Oceana, inondée de \$, qui devient une puissante ONGE capable d'appuyer son lobbying par des campagnes scientifiques du niveau des campagnes menées par les instituts publics de recherche. Un « Ocean Wildlife Project » mobilise scientifiques et ONGE, bien au-delà des Etats-Unis et permet de peser dans les conférences internationales et des Nations Unies. Enfin pour préparer les nouvelles échéances politiques et les nouvelles législations, Pew crée la PEW Ocean Commission, présidée par Leon Panetta, un élu démocrate de Californie. Leon Panetta va devenir sous Obama, directeur de la CIA, puis Secrétaire d'Etat à la Défense. Cette Commission publie son rapport en 2003. En 2005, elle fusionne avec l'US Commission on Ocean Policy, présidée par l'amiral Watkins, ancien Secrétaire d'Etat à l'énergie du Président Bush. Ainsi est créée la Joint Ocean Commission Initiative, coprésidée par Panetta et Watkins. Cette Commission publie plusieurs rapports qui préparent les futurs textes législatifs.

---

<sup>10</sup> Pew Ocean Commission, *America's Living Oceans : Charting a Course for Sea Change*, 2003, 166 p.

## **Des succès politiques impressionnants**

Pew, très ancienne fondation conservatrice, maintenant plutôt orientée vers le parti démocrate, a réussi à créer un consensus politique entre les deux partis pour imposer ses solutions au plus haut niveau de l'Etat et même au-delà dans les instances internationales, jusqu'à l'Assemblée Générale des Nations Unies, soumise au lobbying de la Deep Sea Conservation Coalition. Les seules voix qui se font entendre sont toutes financées par le même réseau de fondations, que Pew a contribué à mobiliser, et relayées par les coalitions d'ONGE créées, financées et parfois pilotées par Pew elle-même, comme dans le cas d'Océan 2012. Selon Denis Devine, « il est probable que, si vous avez lu un article sur le déclin des stocks de poissons dans le monde ces dernières années, la recherche qui a inspiré cet article a été financée par Pew ». <sup>11</sup>

Cette mobilisation des médias et de l'opinion a largement contribué à préparer les votes des députés et sénateurs peu au fait de la complexité de la question des pêches. En 1996, l'adoption du Sustainable Fisheries Act a été précédée par une tournée de deux lobbyistes, qui ont sillonné pendant 6 mois 22 Etats américains continentaux et ruraux, terre d'élection des élus républicains, peu au fait de ces questions. Ils ont été inondés de courriers de leurs électeurs traumatisés par les images et discours catastrophistes de nos Lobbyistes. Les élus républicains ont voté le nouveau texte car c'était aussi un moyen pour eux de se faire une virginité environnementaliste à peu de frais sur un sujet qui ne concerne aucun secteur industriel important. La campagne Fishfight, menée par Océan 2012 en Europe, a utilisé les mêmes ressorts en 2012.

A partir de 2005 et la création de la Joint Ocean Commission Initiative réunissant les deux anciennes commissions partisanes, des rapports importants reprennent les idées promues par les fondations et les ONGE qui participent à cette commission. Le premier a été publié en 2006 : *From Sea to Shining Sea, Priorities for Ocean Policy Reform*. Il a pesé sur l'adoption du nouveau Magnuson Act la même année. En 2009, Jane Lubchenco, ancienne membre de la Pew Ocean Commission et de l'ONGE EDF, devient directrice du puissant NOAA avec pour mission de généraliser les Catch Shares ( QIT à l'américaine). Pew a réussi son opération. Il restait à conclure en obtenant une loi générale de protection des océans. Il fallut pour cela un nouveau rapport de la Joint Ocean Commission Initiative en avril 2009 : *Changing Oceans, Changing World*. En juin 2009, Obama a créé une Task Force pour préparer un décret présidentiel qui a été finalement promulgué en juillet 2010. Il reprend en tous points les propositions soutenues par Pew et les fondations, en particulier, la création d'un National Ocean Council doté de pouvoirs importants. Ce conseil agit désormais sous la surveillance du Joint Initiative Leadership qui a remplacé la structure précédente. Les outils sont prêts pour

---

<sup>11</sup> Denis DEVINE, op, cit.

passer à l'étape suivante des pressions pour mettre en application les propositions du mouvement conservacionniste, surtout les réserves intégrales. Mission remplie pour Pew, les scientifiques reconnaissent que la surpêche a pratiquement disparu, les communautés de pêcheurs se sont effondrées, en Nouvelle-Angleterre, la morue n'est pas réapparue même si de nombreux stocks sont restaurés. Pour les ONGE c'est une chance, elles vont pouvoir continuer à maintenir leur pression sur les pêcheurs... Contrairement à ce que prétend la propagande de certains qui annoncent des bonds spectaculaires des débarquements et un avenir radieux pour les pêcheurs, les débarquements ne sont pas en croissance, au contraire et de nouvelles limitations sont prévues pour plusieurs pêcheries. Mais tout va bien, l'exploitation pétrolière peut se poursuivre malgré quelques incidents, la fracturation hydraulique se généralise et vient conforter les bénéfices des compagnies qui pourront augmenter les donations aux fondations. Les Etat Unis importent 90% de leurs produits de la mer. Les fondations et le mouvement environnementaliste se fixent de nouveaux objectifs en Europe et dans le monde, en s'appuyant sur la Banque Mondiale et son projet de partenariat public privé Global Ocean. L'avenir du Vert est au Bleu.

Alain Le Sann

Janvier 2013

A Suivre

Quand les ONG conservacionnistes planifient l'exclusion

Quel avenir nous préparent les réseaux de défense des Océans.